

Méthodes : rappel de l'analyse de documents et réalisation d'un schéma cartographique.

Article n°1. Comment la crise provoque de nouvelles fractures sociales, le Monde, le 16 octobre 2012.

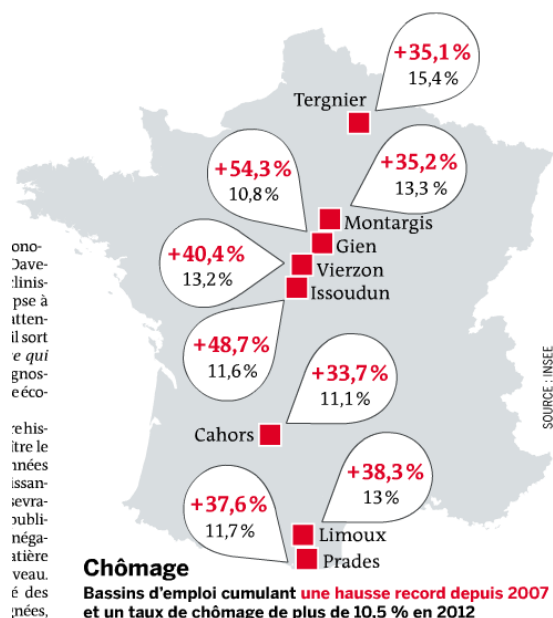
L'écart se creuse entre les grandes villes et les territoires où le chômage se fait dévastateur

La France est à la veille d'un choc nouveau et autrement plus brutal que les précédents. " L'homme qui parle ainsi - l'économiste et urbaniste Laurent Davezies (...). Expert attentif des mutations françaises, il sort un livre événement, *La crise qui vient* (Seuil), un sombre diagnostic sur l'onde de choc de la crise économique.

L'ouvrage analyse la rupture historique que risque de connaître le pays dans les prochaines années avec la conjonction d'une croissance atone (voire absente), d'un sevrage douloureux des dépenses publiques, et de l'aggravation des inégalités entre territoires en matière d'emploi. C'est là un fait nouveau. Le déclin productif a gagné des zones jusqu'ici plutôt épargnées, qui s'appuyaient sur des industries locales solides aujourd'hui en perte de vitesse. La carte ci-contre en montre les exemples les plus spectaculaires. Des territoires vivent sous perfusion d'emplois publics, une situation qui les place dans une configuration délicate. Avec la baisse continue des effectifs de fonctionnaires, ils sont menacés par une double crise de l'emploi.

Le Monde s'est rendu dans l'un de ces territoires, à Thiers, dans le Puy-de-Dôme, capitale de la coutellerie, ville emblématique de ces bassins industriels déclinants. En trente ans, la cité a perdu 4 500 habitants, et, depuis 2007, tout semble s'accélérer : 800 emplois y ont été supprimés, le chômage a grimpé à 10,3 %, laissant les ouvriers - surtout des hommes - dans un état de désarroi et de profonde angoisse sociale.

Article n°2. La crise et les nouvelles fractures françaises, le Monde, Luc Bronner, le 16 octobre 2012.



L'écart se creuse entre les grandes métropoles qui s'en sortent et des territoires qui s'enfoncent dans le déclin productif

Un cri d'alarme sur les fractures territoriales en France. Un sombre diagnostic sur l'onde de choc de la crise économique. Il faut lire *La Crise qui vient* (Seuil, 128 p., 11,8 euros, en librairie le 18 octobre), le travail de recherche publié par l'économiste et urbaniste Laurent Davezies. I(...)

La géographie de la crise " *La France est à la veille d'un choc nouveau et autrement plus brutal que les précédents* ", avertit Laurent Davezies, (...). Là où les dépenses publiques et sociales ont permis de faire face, tant bien que mal, lors des crises de 1974, 1982 et 1992, l'" *assèchement des finances publiques* " affaiblit les traditionnels " *amortisseurs sociaux* " de la société française. Conséquence ? La " *menace* " d'un " *gouffre* " toujours plus profond entre les territoires qui s'en sortent (surtout les métropoles) et ceux qui s'enfoncent.

" *Près de 20 % de la population du pays se trouve aujourd'hui dans des zones d'emploi très vulnérables, qui ont franchi un seuil, difficilement réversible, de déclin productif* ", écrit le chercheur. Dans ces territoires, concentrés notamment en Lorraine, Picardie, Champagne-

Ardenne, Franche-Comté et Haute-Normandie, l'histoire récente montre que même les périodes de croissance ne permettent pas de regagner des emplois.

Des territoires sous perfusion d'emplois publics.

Dans une zone d'emploi sur trois, soit 120 sur les quelque 350 qui divisent la France, l'emploi public a plus progressé depuis dix ans que l'emploi privé. Autant de territoires, notamment de villes moyennes en déclin économique, pour lesquels les embauches dans les collectivités locales ou le maintien de services publics, même lorsque l'évolution démographique ne le justifiait pas, ont contenu l'affaîsissement de l'activité économique privée. Même chose pour les prestations sociales, au point que certaines zones d'emploi, comme celles de Corte (Haute-Corse), de Tulle, du Morvan, de Carcassonne ou de Guéret, par exemple, dépendent désormais à plus de 70 % de revenus non marchands (retraites, emplois publics, prestations sociales...).

Une situation qui les place aujourd'hui dans une configuration particulièrement délicate : avec la baisse continue des emplois publics, engagée avec la révision générale des politiques publiques (RGPP) sous Nicolas Sarkozy, poursuivie sous François Hollande (en dehors de l'éducation, de la justice et de la police), ces territoires vont subir une deuxième crise de l'emploi.

D'où l'extrême sensibilité, révélée lors de la campagne présidentielle, de la question des services publics locaux et de symboles comme les agences de La Poste, les dessertes ferroviaires et la survie des sous-préfectures. (...). Laurent Davezies s'inquiète ainsi de l'existence d'une France périurbaine, invisible, qui exprime un profond " *sentiment d'abandon* ", favorable à tous les " *populismes* ".

Les métropoles, espaces préservés.

Tout le territoire n'est pas touché de la même manière. Pour la première fois depuis la crise de 1974, pointe le chercheur, les grandes métropoles ont été largement protégées. Une " *France productive, marchande et dynamique, concentrée dans les grandes villes, où se forment les nouveaux atouts de la compétitivité du pays* ". (...).

Plus que le retour de la coupure entre Paris et le " *désert français* ", théorisée par le géographe Jean-François Gravier, dans un livre sorti en 1947, l'urbaniste constate une fracture entre les principales métropoles, bénéficiant d'un " *énorme potentiel* " (Toulouse, Nantes, Rennes, Paris, Lyon, etc.) et le reste du territoire.

Les premières, progressivement spécialisées dans le tertiaire supérieur (banques, santé, communication, nouvelles technologies, etc.), plus riches, dotées de ressources en matière grise, peuvent servir de base à un possible " *redressement productif* " - et donc justifier d'être aidées au nom de la croissance.

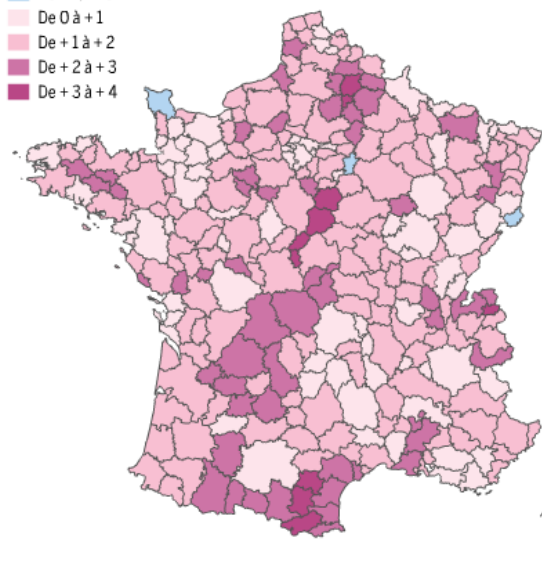
Les secondes peuvent, au mieux, compter sur une activité économique qui périclité, sur les revenus encore garantis par les retraites et, pour celles qui en bénéficient, le tourisme. " *Toute la question, de nature politique, consistera à décider s'il faut s'accommoder de cette tendance. Faut-il la freiner au nom de l'égalité, ou l'encourager au nom de la croissance ?* ", interroge M. Davezies.

L'ONDE DE CHOC DU CHÔMAGE

Depuis 2007, certaines zones d'emploi ont décroché

ÉVOLUTION DU TAUX DE CHÔMAGE, en points entre les premiers trimestres 2007 et 2012

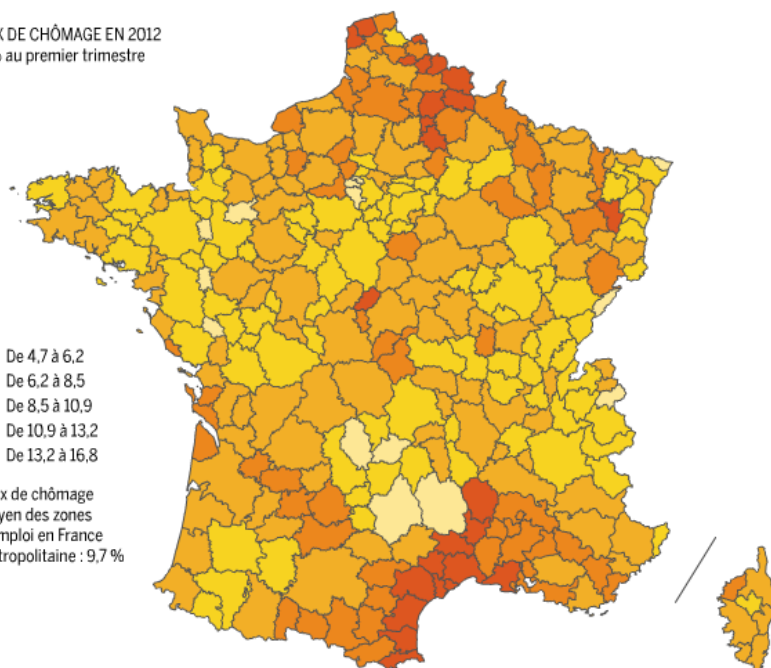
- De -1,1 à 0
- De 0 à +1
- De +1 à +2
- De +2 à +3
- De +3 à +4



TAUX DE CHÔMAGE EN 2012
en % au premier trimestre

- De 4,7 à 6,2
- De 6,2 à 8,5
- De 8,5 à 10,9
- De 10,9 à 13,2
- De 13,2 à 16,8

Taux de chômage
moyen des zones
d'emploi en France
métropolitaine : 9,7 %



SOURCE : INSEE

© Le Monde
Questions.

1. Quels sont les territoires qui voient leur situation s'aggraver nettement ? Caractériser ces espaces et relevez les causes de l'aggravation.

2. Quels sont les territoires dont la situation est meilleure ? Caractériser ces espaces et relevez les causes de leur développement.

3. Relever les éléments extérieurs à l'Hexagone pouvant expliquer le renforcement des différences entre les territoires français.

4. Bilan : justifier en quelques lignes l'expression « les fractures et hiérarchies territoriales en France ».

Voir l'infographie :

http://www.lemonde.fr/societe/infographie/2011/02/07/les-taux-de-chomage-par-bassins-d-emploi-depuis-dix-ans_1474281_3224.html

Consignes : rendez-vous à l'adresse Internet ci-dessus et utilisez une carte de France de votre manuel pour localiser.

5. a. Quelle est l'unité territoriale retenue ? Définissez.

b. Quel procédé le cartographe utilise-t-il pour faire apparaître la discrétisation ? Cela influence-t-il notre perception ? Développez.

6. Quelle est l'évolution générale entre la date la plus ancienne et celle la plus récente ?

7. Ne cochez que les critères supérieurs à la moyenne. Quelle évolution constatez-vous ? Localisez.

8. Ne cochez que les pourcentages inférieurs à la moyenne ? Où se localisent-ils ?

9. En quoi les cartes du site sont-elles insuffisantes pour comprendre la géographie du chômage en France ? (voir ex. précédent)

Document ci-dessous.

10. Montrez que la géographie de la fracture sanitaire ne correspond pas exactement à celle du taux chômage. Quels sont les territoires les plus touchés ? Quels sont ceux qui s'en sortent mieux ?

Article n°3. Face aux honoraires des médecins, une " fracture sanitaire "

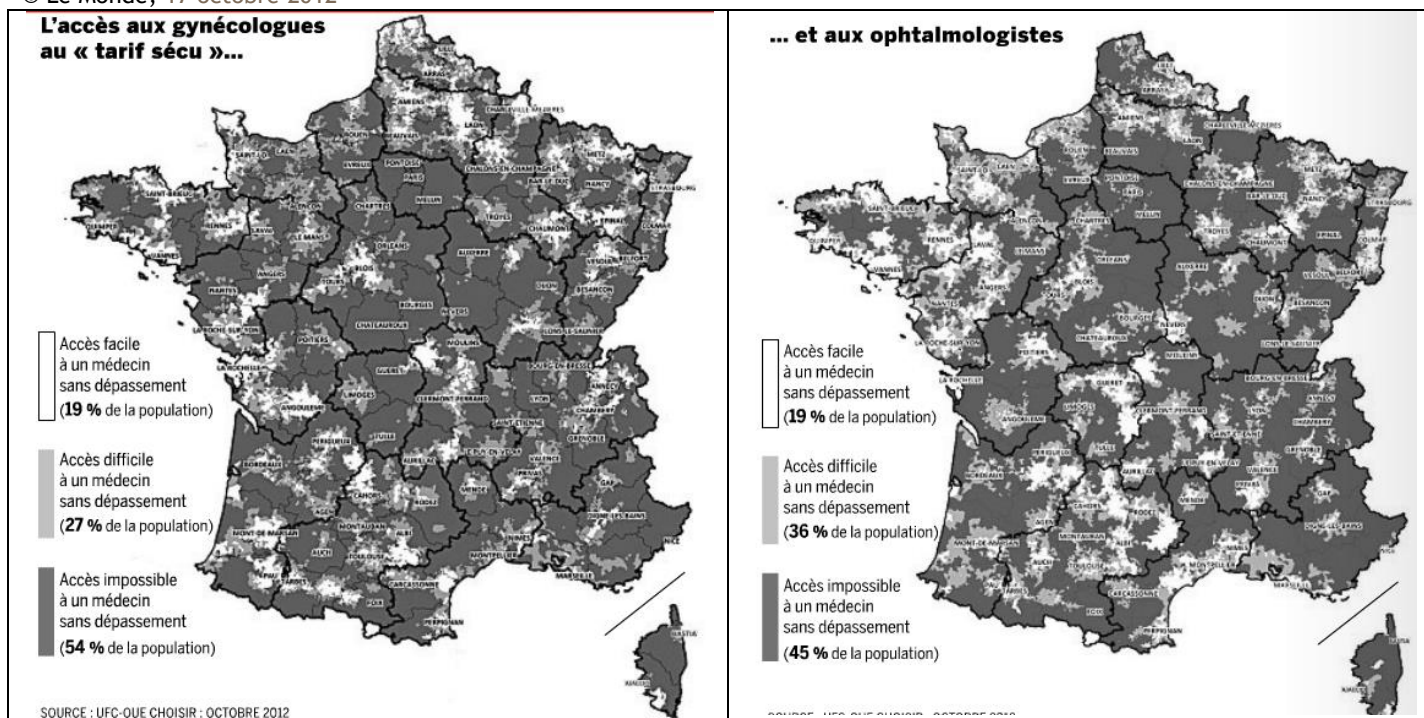
Une étude accablante de l'UFC-Que choisir, publiée mardi 16 octobre, démontre à quel point l'accès à des soins au tarif de la Sécurité sociale est difficile. Les grandes villes et les campagnes sont les plus désavantagées. (...)

Selon l'UFC, 80 % des Français habitent ainsi dans une zone où l'accès à un gynécologue ou un ophtalmologue qui respecte le tarif de la Sécu est compliqué. Pour les deux autres spécialités sur lesquelles l'étude s'est focalisée, le problème est moins fort mais reste impressionnant, avec 58 % des Français qui vivent dans une zone déficitaire en pédiatres qui ne facturent pas de dépassements. Pour les généralistes, le taux descend à 27 %, mais concerne tout de même 17,3 millions de personnes. La plupart des généralistes français sont en effet inscrits en secteur 1, et n'ont donc pas le droit de pratiquer de dépassements. Mais leur répartition peut parfois être problématique, notamment dans les zones rurales. (...)

Et les résultats montrent l'existence d'une véritable " fracture sanitaire ", estime l'association, avec un nombre considérable de Français qui vivent dans des zones à " accès difficile ". Ces zones ont été définies par l'association comme les communes où la proportion de médecins ne pratiquant pas de dépassements et exerçant à moins de 45 minutes du domicile pour les spécialistes, 30 minutes pour les généralistes, est au moins 30 % inférieure à la moyenne nationale. En prenant le critère encore plus restrictif des communes à 60 % en dessous de la moyenne, zones qui constituent de véritables " déserts médicaux " selon l'association, le nombre de Français concernés reste impressionnant : avec 54 % des assurés concernés pour la gynécologie, 45 % pour l'ophtalmologie.

Sans surprise, les grandes villes et les campagnes sont les principales zones où l'accès aux soins sans dépassements est particulièrement difficile. " Pour les ophtalmologistes, l'offre de médecins est insuffisante à Paris, Aix-en-Provence, Saint-Etienne, Nice ou encore Lille. Le Mans devient même un désert médical ", écrivent les auteurs de l'étude. Pour les gynécologues, " l'offre sans dépassements d'honoraires est pratiquement inexistante en Ile-de-France ". (...). " Tous praticiens confondus, " ce sont in fine les villes moyennes de province qui s'en sortent le mieux ", estime l'association, qui compte mettre en ligne un moteur de recherche où les internautes pourront évaluer les difficultés d'accès aux soins dans leur commune. (...).

Jean-Baptiste Chastand
© Le Monde, 17 octobre 2012



Conclusion : à l'aide des connaissances accumulées à la suite de ces deux exercices, réaliser un schéma.

Sujet : crises sociales en France, des territoires très inégalement touchés.

Rappels : le schéma est une représentation simplifiée d'un territoire. Son objet est de retenir les éléments majeurs qui structurent l'organisation du territoire (où ? autour de quels points ou zones majeurs ? quelles tendances ?) Le schéma peut utiliser tous les figurés mais en leur nombre doit être limité.